Législatives : Les institutions juives dénoncent l’accord « infâme » des partis de gauche

11/06/2024 à 11h54



=

Les institutions juives de France s’opposent à l’union des gauches pour les législatives anticipées. “Nupes bis”, “antisémitisme”… Ce mardi 11 juin, plusieurs institutions juives ont dénoncé avec vigueur l’appel à des candidatures uniques à gauche pour les législatives, y voyant une “honte” et un “accord infâme” avec La France insoumise (LFI), qu’elles accusent d’antisémitisme.

“L’antisémitisme n’est visiblement pas une question suffisamment importante pour renoncer à une alliance électorale et à quelques sièges”, a déploré sur X Yonathan Arfi, le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France). “Ceux qui accepteront de candidater sous ses couleurs en porteront la responsabilité devant l’Histoire. Il est encore temps de revenir sur cet accord infâme”, a-t-il ajouté.

(…)

“Quelle indignité!” a déploré le président du Fonds social juif unifié (FSJU) Ariel Goldmann selon qui “le plat de lentilles du parti socialiste d’Olivier Faure, c’est une alliance avec un parti pro-Hamas”. Pour le Collectif Nous Vivrons, fondé après l’attaque du Hamas en Israël le 7 octobre, “cet accord est une honte” car “la lutte contre le RN ne justifie aucune alliance avec des antisémites”. “Minable, irresponsable et suicidaire”, a affirmé Philippe Meyer, le président en France de l’ONG historique juive Bnai Brith.

BFM TV

Merci à Migri.